

Le pacifisme en France au 20e siècle

In: Autres Temps. Les cahiers du christianisme social. N°1, 1984. pp. 7-19.

Citer ce document / Cite this document :

Rémond René. Le pacifisme en France au 20e siècle. In: Autres Temps. Les cahiers du christianisme social. N°1, 1984. pp. 7-19.

doi : 10.3406/chris.1984.917

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/chris_0753-2776_1984_num_1_1_917

LE PACIFISME EN FRANCE AU 20^e SIÈCLE

René Rémond

Il m'a été demandé de retracer à grands traits l'histoire du pacifisme comme sentiment et comme mouvement en France depuis 1945, dans ses rapports, en particulier, avec l'opinion publique. C'est un grand sujet, car il implique un problème qui est posé à la conscience morale des individus comme à celle des collectivités. C'est un problème théologique. C'est aussi un des thèmes principaux des débats politiques et des controverses idéologiques de ce 20^e siècle.

Je serai d'ailleurs amené à remonter un peu au-delà de la date de 1945, car le pacifisme, comme sentiment et comme mouvement, s'enracine dans l'expérience des générations antérieures; on comprendrait mal son évolution et son devenir depuis 1945 si l'on ne tenait pas compte de ses antécédents et des conditions dans lesquelles il est apparu et s'est constitué. Antécédents et conditions concernent la question de la guerre et de la paix: est-il possible d'éviter la guerre, de la prévenir, d'en faire l'économie? Comment, à quelle condition, à quel prix aussi? Est-il possible à l'homme et à un chrétien en particulier de se résigner au fait de la guerre et que faire? Ce problème et ce débat ont tenu dans la réflexion et la controverse une place de première grandeur qui constitue une des caractéristiques principales de notre 20^e siècle comparé au siècle précédent; ce problème a pris une ampleur et une universalité qu'il n'avait pas connues dans les générations précédentes tout comme et parce que (il y a là une corrélation étroite), ce siècle aura été, entre autres, le siècle des guerres et des conflits.

Sans céder à l'idéalisation rétrospective qui nous présenterait le 19^e siècle comme un siècle de paix et de trêve entre les conflits de la Révolution et de l'Empire et les conflits mondiaux, il reste qu'il n'a pas connu de conflits généralisés, de guerre dite totale. Le 20^e siècle, au contraire, a connu les deux grands conflits mondiaux, puis toute la succession des guerres de décolonisation: pour ce qui est de la France, on sait assez qu'elle s'est trouvée presque continuellement en guerre pendant vingt-trois années, de 1939 à 1962.

Mais avant même que n'éclatât la guerre de 1914, il y avait une sorte d'appréhension, de sentiment implicite et confus de la guerre qui venait; la question dominait déjà la réflexion des hommes politiques et celle des hommes de pensée.

Dans l'entre-deux guerres et depuis lors, il faut compter avec les séquelles, les souvenirs, la crainte de la guerre qui reviendrait. Deux ou trois générations ont ainsi vécu avec la pensée de la guerre; celle-ci leur était à la fois familière et plus insupportable qu'aux générations précédentes. Sans doute, en partie, parce que la guerre a changé de nature et que son aggravation pose des problèmes d'une nouveauté radicale par rapport à l'expérience des guerres antérieures dont l'humanité avait une sorte d'habitude héréditaire.

A ce point de notre investigation, quelques distinctions me paraissent utiles pour éviter que, à propos de pacifisme, on ne parle de choses profondément différentes les unes des autres. Tout sentiment pacifique n'est pas pacifisme. L'attachement à la paix n'implique pas forcément l'adhésion au mouvement pacifiste ni l'acceptation de ses postulats philosophiques ou historiques, et le sentiment pacifique est beaucoup plus répandu que ne l'est le pacifisme proprement dit, conscient, explicite, à plus forte raison organisé et militant. Mais il y a nécessairement des rapports entre les deux, des zones de recouvrement. Le pacifisme prend appui sur la généralité du sentiment pacifique et chez certains de ceux qui sont pacifiques, une certaine logique les conduit jusqu'à un engagement pacifiste. Par ailleurs, l'attachement à la paix est un sentiment quasiment unanime en France depuis la fin de la première guerre mondiale: je dis bien la première guerre mondiale, car il n'en était pas ainsi avant. C'est donc un phénomène relativement nouveau par son amplitude et par la résolution de nombre de pacifistes.

Avant 1914 et parce que la guerre était autre et qu'on n'avait pas idée de ce qu'elle pouvait devenir, assez nombreux sont ceux qui tiennent un discours sur les vertus de la guerre. La guerre présenterait, pour ce qui est des individus, comme une école d'énergie, l'occasion pour l'homme de se dépasser, une invitation à s'accomplir; on exalte alors les valeurs de discipline, d'abnégation, de sacrifice, que la guerre permettrait de développer, alors que la paix risquerait d'être, au contraire, une occasion de médiocrité. Il y a un fréquent appel aux armes; dans toute une littérature, il y a même une esthétique de la guerre. Ce discours n'est pas majoritaire, mais il existe et il trouve une certaine audience. La guerre est ainsi présentée comme quelque chose de positif pour l'individu. On trouve, par ailleurs, l'idée, pour ce qui est des collectivités, que c'est dans la guerre que les nations prennent conscience de ce qui fait leur unité; que les guerres resserrent leur cohésion; qu'une guerre peut être pour une nation une expérience positive; dans le cas de la France, il en est, nombreux, qui sans chercher délibérément la guerre (car il n'y a pas à proprement parler de bellicistes dans la France des années 1900), se disent que, si la guerre

éclate sans qu'on l'ait voulue, elle sera bienvenue; que ce peut être l'occasion d'effacer l'humiliation de la défaite de 1870-1871, de recouvrer les provinces séparées et de faire rentrer dans la nation les Alsaciens et les Lorrains qui en ont été arrachés par la force.

Il n'y a donc pas unanimité dans l'idée que la paix est un absolu et que tout doit être fait pour la préserver. Elle apparaît comme un bien relatif; mais la guerre n'apparaît pas non plus comme un mal absolu. Prévaut, en la circonstance, un jugement d'opportunité. Cet état d'esprit a été grandement modifié par les quatre années de guerre. Les Français ont fait la guerre avec résolution dans l'ensemble, car le défaitisme a finalement trouvé peu d'écho: pour la quasi-totalité d'entre eux — à partir du moment où ils ont été jetés dans la guerre avec la conviction que la France n'en était pas responsable, que c'étaient des nations de proie qui avaient provoqué le conflit — il fallait relever le défi. Ils ont supporté l'épreuve jusqu'à son terme, sans remettre en cause la légitimité de la guerre ni de ses fins. Cela dit, une des fins qui justifiait la guerre était qu'il fallait en finir avec les guerres. Il y avait donc une étroite association entre un sentiment pacifique profond et la détermination de faire et de gagner la guerre. La guerre étant gagnée, il s'agissait d'édifier et de préserver la paix. Et, après 1918, on ne trouve plus guère d'esprits pour continuer à faire l'éloge, à tenir un discours sur la valeur de la guerre, car tous les Français ont fait l'expérience de ce qu'elle représente de souffrances, d'atrocités, d'horreurs, illustrées dans le passé par Calot ou Goya.

La mentalité «Ancien Combattant» est profondément attachée à la paix. Il s'agit de préserver les fruits de la guerre et de la victoire. Ajoutez que notre pays, étant victorieux, ne désire plus rien; qu'il n'y a plus d'irréductibilité; il n'y a rien à attendre de la guerre sinon des destructions; elle ne peut plus représenter un apport positif. Il y a quasi-unanimité, et c'est ce qui explique qu'il ait pu y avoir osmose entre le sentiment pacifique et le pacifisme après la paix, comme cela explique les désaccords — qui sont profonds — entre les Français, sur la politique étrangère. Le désaccord sur l'Allemagne vaincue ne porte pas, en définitive, sur le fond; entre la droite et la gauche, entre ceux qui ne croient qu'à l'efficacité de la Défense nationale et des alliances, et ceux qui mettent tous leurs espoirs dans une construction juridique internationale, l'arbitrage et le désarmement, le désaccord n'est pas sur le fond; il porte sur les moyens et les modalités. Il y en a qui croient que certains moyens ont fait la preuve de leur inutilité, et d'autres qui taxent d'utopie les projets des autres. Sur le fond, la communauté nationale est profondément attachée à la paix; à plus forte raison après 1945, après cette nouvelle expérience de la guerre, d'une guerre que les Français ont faite sans l'aimer, et dans laquelle ils sont entrés sans aucune des illusions que pouvait encore avoir, en août 1914, la génération précédente. Il est vrai, les données sont alors absolument nouvelles. En tout cas, elles modifient à ce point les conditions d'un

éventuel conflit que le problème en est bouleversé avec l'apparition de l'arme atomique et de la terreur qui s'y rattache.

L'attachement général à la paix, sincère, profond, n'implique pas forcément — et c'est là une distinction d'importance — le refus inconditionnel de la guerre; la preuve en est qu'en 1939, les Français, tout pacifiques qu'ils fussent dans l'ensemble, sont entrés dans la guerre avec des sentiments à mi-chemin entre la résignation et la résolution. L'attachement à la paix n'exclut pas, dans certains cas, l'acceptation de la guerre; c'est bien le cas en 1939, à cause de la conviction que la guerre était inévitable, qu'elle était même nécessaire pour en finir avec la menace suspendue de la guerre hégémonique; de même pour les guerres coloniales.

Le pacifisme, c'est autre chose qui va beaucoup plus loin, et, pour certains, les choix du pacifisme sont les seuls logiques dès lors que l'on est attaché à la paix: il faut en prendre les moyens et aller jusqu'au bout. Le pacifisme (il se peut encore qu'il y ait des nuances à l'intérieur), c'est le refus inconditionnel de la guerre; la guerre est réputée un mal absolu, on ne compose pas avec le mal absolu; en conséquence, on doit le refuser en quelque situation que ce soit. Cet état d'esprit peut avoir pour conséquence le rejet de la préparation à la guerre. La campagne pour le désarmement, simultané ou unilatéral, c'est, par exemple, une occasion de conflit en Grande Bretagne; le parti travailliste incline vers le désarmement unilatéral. Dans le premier avant-guerre et pendant une bonne partie de l'entre-deux guerres, le parti socialiste français a systématiquement refusé de voter les crédits militaires, estimant que les voter c'était préparer la guerre et que son pacifisme impliquait qu'il refusât de donner au gouvernement les moyens d'assurer la défense nationale: on est alors au-delà du simple sentiment pacifique. Il est clair que cela se traduit contre l'organisation de la défense nationale, contre le service national; à titre individuel, l'objection de conscience peut être une des formes d'expression de ce pacifisme. Collectivement, cela peut donner lieu à une action organisée militante dont j'évoquerai quelques-unes des expressions dans la période postérieure à 1945. Cette distinction posée entre sentiment pacifique et choix pacifistes est importante, encore qu'elle ne se traduise pas toujours par une différence absolue. Le pacifisme lui-même n'est pas homogène; il y a plusieurs pacifismes qui diffèrent par leurs méthodes et que différencient leurs inspirations et notamment leurs références idéologiques; c'est ce qui rend difficile de porter un jugement global, car il y a des pacifismes de diverses provenances et le jugement doit aussi prendre en considération les justifications philosophiques, les légitimations métaphysiques que ces divers pacifismes invoquent à l'appui de leurs thèses. C'est pourquoi il importe aussi de remonter en arrière pour voir comment le pacifisme a pris corps. Il existe rarement à l'état isolé: il s'associe souvent à des idéologies globales, des philosophies qui apportent une réponse d'ensemble aux problèmes de la société.

Le problème de la guerre est un problème si pressant et si dramatique que, presque inévitablement, on est amené à s'interroger sur ses origines, ses causes. Il y a une part de mystère dans la guerre: il n'y a en tout cas pas d'explication rationnelle à la guerre. Quand on croit pouvoir l'expliquer uniquement par des raisons d'ordre économique ou par le jeu des intérêts, l'explication est trop courte. La guerre ne rapporte pas; il serait beaucoup plus avantageux, y compris pour les intérêts organisés, d'en faire l'économie; elle ne crée pas de richesses, elle en détruit. Il reste surtout l'énergie inexplicable: à supposer que la guerre soit recherchée, voulue par des minorités (que ce soient des politiques, des militaires, des marchands de canons ou les trusts), il reste à expliquer comment les peuples peuvent y donner leur adhésion et accepter d'y sacrifier leur existence même. Il faut donc bien qu'interviennent d'autres facteurs. Il reste une part de mystère. Inévitablement, la guerre interroge, et on est amené à l'inscrire dans une explication globale, et ce sont souvent des explications globales qui suscitent le pacifisme. Le pacifisme, si on le considère à partir du moment où il existe comme une forme de pensée systématique et organisée, date de ce siècle, et, dans l'ensemble, il émerge à gauche, voire à l'extrême gauche, et cette alliance avec les philosophies de gauche va peser sur son destin. D'abord parce qu'elles lui créent une antipathie à droite, (entre parenthèses, une question: pourquoi donc le pacifisme a-t-il rarement suscité une adhésion à droite ? Je dis rarement parce qu'il y a eu des moments où a surgi un pacifisme de droite, et qu'il serait excessif de dire que le pacifisme est toujours de gauche.) Ensuite, c'est à gauche que le pacifisme a trouvé la plupart de ses leaders, et qu'il a même pu, à certains moments, devenir un mouvement de masse. Pourquoi ne trouve-t-il pas d'écho à droite ? C'est qu'il n'est pas facile de concilier cet impératif, l'attachement inconditionnel à la paix, avec un certain nombre de sentiments ou de valeurs qui occupent une place importante dans la conscience de droite: l'attachement à la grandeur nationale, la sympathie pour l'institution militaire et ce qu'elle représente de valeurs morales, l'autorité, la discipline, le dévouement, le sacrifice; de là on ne va pas forcément jusqu'à faire l'éloge de la guerre, mais il y a un ensemble de sentiments auxquels le pacifisme est généralement amené à s'attaquer.

Il y a peut-être des raisons plus profondes encore et qui devraient nous intéresser plus directement comme chrétiens: en particulier, un des postulats d'une partie des philosophies de droite, c'est le scepticisme sur la possibilité de modifier les relations entre les hommes; c'est l'idée que la guerre fait partie de la nature des choses, qu'il y a une nature humaine, que cette nature n'évolue guère, qu'elle est un invariant et que le conflit fait partie des relations entre les hommes. Il n'est pas nécessaire de recourir à une théologie; on peut rester au niveau d'une philosophie naturelle avec l'idée que la guerre sera toujours la guerre; que l'homme étant ce qu'il est, la guerre fait partie de la destinée humaine, et que c'est une illusion, une utopie, de s'imaginer que l'on pourra l'éliminer. Ce qui n'exclut

pas qu'on puisse l'humaniser; mais, quant à l'éradiquer, à toute une philosophie de droite, cela paraît une chimère. Pour certains esprits, l'idée se justifie par une certaine théologie: la guerre est le signe du péché dans le monde; ou bien — et c'est la philosophie de Joseph de Maistre — c'est une façon, pour l'humanité, de pratiquer le rachat, en quelque sorte une façon de participer à la rédemption.

Il y a là tout un ensemble de postulats à l'arrière-plan des grandes controverses politiques de l'entre-deux guerres: un problème comme celui de la guerre et de la paix mobilise la réflexion la plus ample. Ce n'est pas seulement un débat politique, c'est un débat philosophique, idéologique, voire religieux. Voilà pourquoi le pacifisme, normalement, ne trouve pas à droite un terrain d'accueil alors qu'il va le trouver dans une certaine gauche (pas forcément la gauche démocratique, républicaine ou radicale, car, au 19^e siècle, la gauche jacobine participe, d'une certaine façon, à l'éloge de la guerre: il y a l'épopée révolutionnaire, les soldats de l'an II; toute une littérature a plutôt tendance à magnifier la guerre, le Chant du départ, l'enseignement de l'école primaire; tout cela, en fait, présente la guerre comme l'occasion, pour tout un peuple, d'affirmer sa grandeur).

C'est plus à gauche, dans une gauche socialiste, une gauche liée au mouvement ouvrier, que le pacifisme a contracté d'emblée une alliance étroite avec l'internationalisme prolétarien; il y a là une constellation de thèmes, une configuration importante, concours et convergence de plusieurs raisons. Il y a l'idée que la nation n'a pas de réalité fondamentale. La véritable réalité humaine, pour le socialiste, ce n'est pas la nation; la nation n'est pas un absolu; la réalité profonde, c'est celle que déterminent la production, le travail, la place dans les processus, c'est la classe: or, c'est une réalité qui transcende les frontières; elle est internationale. C'est cette réalité-là qu'il faut privilégier; la véritable communauté, c'est celle des travailleurs, c'est la solidarité prolétarienne contre les possédants; la nation n'est qu'une réalité seconde, et l'internationalisme est la vraie réalité; c'est aussi la réalité à construire. La guerre est un moyen qu'inventent les bourgeois capitalistes pour diviser le mouvement ouvrier, faire échec à l'internationalisme prolétarien. Le devoir d'un bon socialiste est donc de faire échec à la guerre puisque la guerre est l'instrument inventé par l'adversaire de classe. Là dessus se greffe tout un système d'explications: les guerres sont suscitées par le capitalisme; ou il n'est pas capable de les empêcher; ou elles sont engendrées par sa logique propre: il les suscite pour diviser la classe ouvrière, pour prévenir la victoire du prolétariat, ou pour s'enrichir.

Sur cette explication qui est relativement ancienne, presque aussi ancienne que le socialisme du 19^e siècle utopique ou scientifique, se greffent progressivement des ajouts. Il y a l'apport de Lénine, forgeant le concept d'impérialisme: le capitalisme devient impérialiste à partir du moment où, le cadre de la nation devenant trop étroit, il ne peut atteindre ses objectifs qu'à la condition d'exporter la guerre et de devenir impéria-

liste. Par les guerres coloniales et la conquête, le capitalisme est donc générateur de guerre; le capitalisme est belliciste, et Jaurès dit que le capitalisme porte en soi la guerre comme la nuée l'orage. La liaison est si étroite entre les guerres et le capitalisme que les socialistes se doivent d'être pacifistes et que les pacifistes, pour être logiques avec eux-mêmes, s'ils veulent vraiment mettre fin à la guerre, doivent extirper le capitalisme. Il y a donc une union conceptuelle, en quelque sorte, entre le socialisme, l'internationalisme prolétarien, et le pacifisme. Si on est anticapitaliste, on doit empêcher la guerre et le bon moyen d'en finir avec le capitalisme, précisément, c'est de faire obstacle à la guerre: les deux choses sont liées. S'ajoutent encore des considérations subsidiaires; la défiance ou l'hostilité à l'égard de l'institution militaire qui apparaît comme reposant sur des principes contraires à la démocratie, ou comme un facteur réactionnaire, ou encore comme une menace pour la démocratie. Chaque fois qu'il y a des conflits, c'est à l'armée qu'on fait appel: il est donc inévitable que l'institution militaire apparaisse comme solidaire du capitalisme, et puisque sa fonction première est la défense, il en rejailit quelque chose sur la défense nationale elle-même. Il y a un mélange de sentiments et de raisonnements qui contribue à ancrer très fortement le pacifisme — et pas seulement le sentiment pacifique — dans la gauche ou l'extrême gauche socialistes et réciproquement. Ce pacifisme est inconditionnel; il rejette toute guerre et s'interdit même d'y recourir.

Mais il y a un autre pacifisme; on va voir apparaître un autre courant de l'internationalisme prolétarien, qui fait aussi le procès de la guerre capitaliste, mais qui n'exclut pas de recourir à la guerre pour fonder une société nouvelle. Le marxisme-léninisme adopte une stratégie de guerre, de guerre intérieure s'entend; le Parti étant conçu comme une armée engagée dans un conflit, c'est l'apparition de ce que l'on appelle le défaitisme révolutionnaire qui est un pacifisme puisqu'il invite les travailleurs à faire obstacle à la guerre. Il les invite à répondre à la mobilisation générale par la grève générale, et il les invite à mettre la crosse en l'air. Mais toute guerre n'est pas mauvaise: le marxisme-léninisme introduit une distinction capitale entre les bonnes et les mauvaises guerres. D'une certaine façon, il reprend le vieux débat classique des théologiens sur la guerre juste et la guerre injuste. Il y a de bonnes et de mauvaises guerres. Les mauvaises guerres, ce sont celles faites par les capitalistes; les bonnes guerres, celles que font les peuples, les guerres dites patriotiques ou de libération ou l'exploitation d'une guerre (d'abord engagée par les capitalistes) pour renverser le régime capitaliste (et c'est le comportement de 1917; à partir d'une guerre, on va pratiquer le défaitisme révolutionnaire; ou encore le comportement des partis communistes en 1939-1941, espérant accoucher la révolution à partir d'une guerre impérialiste ou capitaliste).

Nous avons donc affaire là à un pacifisme militant mais qui n'est pas inconditionnel; un pacifisme sélectif qui explique ce qui, de l'extérieur,

peut apparaître comme autant de reniements ou de volte-face des Partis Communistes: dans certains cas, ils préconisent la lutte à outrance contre la guerre, et à d'autres moments, ils invitent au contraire à un engagement absolu dans une guerre; ou soutiennent d'autres guerres dans lesquelles l'Union soviétique est impliquée. La solidarité des peuples doit être totale et absolue avec l'armée soviétique ou avec les peuples coloniaux en lutte contre leurs dominateurs.

Ainsi, il y a d'une part apparition d'un pacifisme inconditionnel lié au socialisme; et d'autre part d'un pacifisme sélectif conditionnel (notamment le défaitisme révolutionnaire). Mais il y a, juste à côté, un pacifisme inconditionnel qui va prendre une couleur un peu différente; il s'enracine également à gauche, mais va être attaché à la paix de façon inconditionnelle pour des raisons philosophiques différentes qui, à mon sens, posent aujourd'hui (et singulièrement aux chrétiens) un problème de fond: c'est un pacifisme que j'appellerai *vitaliste*, qui considère que la vie est un absolu et qu'il n'y a rien au-dessus, qu'il n'y a pas de valeurs telles qu'elles puissent justifier qu'on y sacrifie l'existence d'un seul individu; rien ne vaut que l'existence lui soit sacrifiée. C'est donc un pacifisme moral, en quelque sorte, pour lequel la vie est quelque chose d'absolument précieux.

D'une certaine façon, ce pacifisme est une forme sécularisée, laïcisée, du prix que la révélation chrétienne attache à chaque âme; la dignité de la personne humaine résulte de ce que chaque homme est fils de Dieu, et son existence est donc sans prix; on ne peut donc pas consentir à la sacrifier à des entités, à des abstractions, à des valeurs idéologiques ou morales. Ceci est repris par la protestation individualiste qu'on voit dans l'entre-deux guerres s'exprimer, en particulier, chez les enseignants; ce n'est pas un hasard, en définitive, si c'est chez eux, dont la fonction consiste à éduquer, donc à permettre à chacun de devenir soi-même, que ce pacifisme a trouvé son expression la plus radicale. Les motions des congrès du Syndicat National des Instituteurs dans les années 30 rejettent la guerre, sans condition et absolument; nombre d'entre eux pensent, et quelques-uns le disent: plutôt Hitler que la guerre; mieux vaut être sujet allemand que mort. C'est l'équivalent du thème: «plutôt rouge que mort». Très exactement, il y a une continuité. C'est le même débat.

Pourquoi ? Ce n'est pas forcément par lâcheté, ni peur; c'est l'idée que la vie doit être préservée à tout prix. C'est ce qui va alimenter, dans la grande querelle française de l'immédiat après-guerre de 38-39, une certaine forme d'esprit munichois: «Est-ce que ça vaut la peine de mourir pour Dantzig ?» Ce débat, même implicite, est permanent, et il a repris récemment une certaine actualité. Rappelons-nous, au lendemain de la proclamation de l'état de guerre en Pologne, la brève controverse qu'on a rapportée, peut-être dénaturée, du Primat de Pologne, Monseigneur Glemp, déconseillant la résistance à l'état de guerre, pour la raison que la vie était au-dessus de tout. Il y a eu alors un débat, certains lui reprochant

d'oublier une tradition chrétienne: les martyrs n'ont-ils pas fait la démonstration qu'il y avait des valeurs pour lesquels il valait la peine de mourir ? Il y a une tradition du témoignage, du sacrifice, qui rappelle qu'il y a des valeurs plus hautes. La vie, soit, mais pas n'importe quelle vie, dans n'importe quelles conditions; pas au prix du déshonneur ou du reniement.

Il y a là un débat profond. Ce pacifisme qui s'enracine dans l'affirmation que la vie est supérieure aux formes de vie organisée, aux régimes, aux valeurs, a trouvé des résonances dans la France de l'immédiat avant seconde guerre mondiale. Je citais le cas des instituteurs; c'est aussi celui de bon nombre de syndicalistes, d'écrivains, d'un Giono ...

Mais, dans le même temps, on a vu surgir un pacifisme de droite fort différent, par ses présupposés, du défaitisme révolutionnaire ou du pacifisme anti-militariste de la gauche: à partir de 1936-1937, un peu par sympathie pour les régimes autoritaires, beaucoup par crainte d'être précipité dans une guerre par la gauche, pour des raisons idéologiques. Curieusement, cette droite va reprendre à son compte la distinction entre les bonnes et les mauvaises guerres; mais ce n'est plus du tout la même distinction; c'en est même l'envers. Pour les communistes, les bonnes guerres sont idéologiques; ce sont celles qu'on livre pour la liberté des peuples, pour l'indépendance, pour l'affranchissement, contre les guerres d'intérêts conduites par les capitalistes.

Pour cette droite, c'est la guerre idéologique que l'on dénonce comme mauvaise, la guerre que l'on ferait pour une cause. Il n'y a de bonnes que les guerres qu'on fait pour la défense du territoire, pour des réalisations charnelles et substantielles et non pas pour des abstractions, ni par solidarité avec les juifs persécutés ou la démocratie menacée par les régimes totalitaires. On a donc, de part et d'autre, des distinctions entre les bonnes et les mauvaises guerres, et toute une crise de conscience en France cristallise à l'occasion du débat sur Munich, avant Munich, au moment de Munich et après Munich; c'est le débat sur la guerre et la paix où l'on voit des pacifismes, dont les uns sont idéologiques, les autres plus sentimentaux, certains de droite, certains de gauche, qui s'affrontent à des formes de pensée qui restent pacifiques — car les anti-munichois sont consternés de faire la guerre; ils ne la souhaitent pas, mais ils estiment qu'il y a des circonstances où un peuple doit savoir accepter de se battre, car il y a des valeurs plus hautes.

Il y a là un des grands débats philosophiques de notre pays. Mais beaucoup de ces positions sont devenues caduques après la seconde guerre mondiale, car ce pacifisme, qui mettait la vie au-dessus de tout, ne savait pas de quoi il parlait; ceux qui pensaient ou qui disaient «Hitler plutôt que la guerre» ne savaient pas ce qu'était Hitler: la plupart se sont rendu compte que n'importe quelle vie n'était pas acceptable parce que cela impliquait la barbarie, le camp de concentration ou le génocide. Le pacifisme inconditionnel est sorti affaibli, curieusement; la répétition, la réité-

ration de l'expérience de la guerre a sûrement renforcé l'horreur de la guerre; elle n'a pas pour autant renforcé le pacifisme inconditionnel, et si la nation française n'est pas moins pacifiste qu'entre 1919-1939, j'ai le sentiment que l'opinion est moins pacifiste qu'entre 19 et 39.

Il y a là un changement profond qui fait une des différences entre la France et la plupart des autres nations européennes. Actuellement, il y a une différence profonde qui s'inscrit dans la logique de certaines expériences et de l'examen de conscience sur les positions de l'entre-deux guerres, encore que d'autres sentiments, la prise de conscience du péril atomique, etc. apportent un élément nouveau (thème d'Hiroshima, thème des mégatonnes). Mais il est frappant qu'il n'y ait pas en France de rejet de l'arme atomique. Le nucléaire civil est davantage combattu que le nucléaire militaire. Le paradoxe est que les mouvements antinucléaires soient dirigés contre les chantiers de construction, contre les centrales nucléaires civiles travaillant pour EDF et destinées à assurer aux citoyens une production d'énergie normale; je ne sache pas qu'il y ait jamais eu de marche atomique ni contre l'Ile longue, ni contre les bases de fusées du plateau d'Albion, ni contre les aérodromes de la force stratégique.

Il n'en va pas de même à l'étranger ni en Angleterre (seul pays comparable puisqu'il est le seul à avoir une force atomique nationale, où il y a eu, chaque année, des marches de centaines de milliers de gens contre les bases nucléaires britanniques). Rien de tel en France, signe que le pacifisme inconditionnel a quasiment disparu: l'expérience de la guerre et la lutte contre Hitler ont convaincu qu'il y avait des situations où la guerre ne devait pas être refusée, s'il y a des valeurs supérieures. Supérieures à la paix, c'est beaucoup dire; supérieures au pacifisme en tout cas.

Autre chose, je pense, a aussi joué dans cette évolution; il y a eu, au lendemain de la seconde guerre mondiale, un puissant mouvement pacifiste qui était proche du Parti communiste; qui n'était donc pas un pacifisme inconditionnel et absolu puisque jamais le Parti communiste n'a prêché le pacifisme tous azimuts. Ce pacifisme est directionnel et intentionnel: il constate ou croit constater qu'il y a des puissances de paix et des puissances de guerre; le mouvement pacifiste a pour objet principal de renforcer la position des puissances réputées pacifistes, et d'entraver l'action des puissances réputées bellicistes. Ce mouvement a connu son apogée dans la grande campagne d'opinion des années 50 contre l'arme atomique (le mouvement ne cherche pas, ne vise pas le désarmement): il n'y a pas de campagne contre les armes conventionnelles; le mouvement de l'Appel de Stockholm vise à interdire le recours à l'arme atomique parce qu'à l'époque les Etats-Unis seuls disposent de la bombe atomique. Il s'agit de compenser le retard, de corriger le handicap en interdisant aux Etats-Unis de recourir, en cas de conflit, à l'arme qui fait leur supériorité.

Le mouvement a connu à l'époque une très grande extension et canalisé le sentiment pacifiste, recueillant quelque douze millions de signatures et gagnant une partie de l'opinion à la thèse qui voulait qu'il y ait d'une part

le camp de la paix et de la démocratie, et d'autre part une puissance qui menace la paix, qui est impérialiste: les Etats-Unis, disposant d'une supériorité écrasante et du monopole de la bombe A qu'il s'agit de neutraliser pour rétablir l'équilibre. Ce problème rebondira à partir du moment où, l'Union soviétique ayant à son tour la bombe atomique, il n'est plus question d'interdire le recours à la bombe A mais à la bombe H. C'est donc toujours le problème du déséquilibre qui a rebondi récemment à propos des SS 20 et des fusées Pershing. C'est en quelque sorte le 3^e mouvement.

Curieusement, ce mouvement trouve beaucoup moins d'écho qu'en 1950, et le Parti communiste, qui a essayé de le relancer, a trouvé peu de retentissement; en partie parce que, à gauche même, ces thèses ne sont plus retenues et qu'une partie de la gauche responsable (je ne veux pas dire moralement responsable, mais ayant la responsabilité puisqu'elle est au pouvoir) a une analyse toute différente, celle du déséquilibre, qui inverse l'argumentation et retire par conséquent à la campagne pacifiste son argument circonstanciel le plus déterminant. Toutes les tentatives de dénucléarisation n'ont pas trouvé d'écho en France ni dans les forces politiques, ni dans l'opinion; l'idée de finlandisation n'a pas de connotation positive dans l'opinion française (elle est en fait interprétée comme une neutralisation un peu suspecte). Ajoutez encore qu'il y a peut-être un reste dans l'inconscient collectif français; un reste, je ne dirai pas de nationalisme mais d'amour-propre national qui n'a aucune envie que la France soit réduite dans le monde au rôle de la Suisse; il y a l'idée qu'elle est une puissance mondiale, qu'elle a des responsabilités. Il y a quelque chose dans la conscience collective, sans doute, qui lui vient de ce qu'elle est une des cinq grandes nations, un des membres permanents du Conseil de Sécurité, qu'elle a encore des possessions et est encore présente sur toutes les mers du globe.

Tout cela concourt à faire du cas de la France quelque chose d'assez différent. Et l'on voit que la vague de pacifisme qui a déferlé — avec quelle puissance ! — ces deux dernières années en Europe, qui a touché profondément la République fédérale, les pays scandinaves, la Belgique et les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, a tourné autour de la France, l'a comme contournée. Il y a là un changement profond qui s'explique en partie: probablement l'utilisation, l'exploitation du pacifisme par la stratégie communiste a compromis, en partie, la cause du pacifisme, surtout dans le climat de discrédit qui, depuis une dizaine d'années, frappe l'Union soviétique et son impérialisme. Le thème du défaitisme révolutionnaire ou du pacifisme s'est beaucoup affaibli.

Cependant, en rester là serait méconnaître certains aspects: il y a d'autres formes de pacifisme. Il y a eu d'autres circonstances, il y a eu les guerres coloniales. Une des raisons pour lesquelles la France ne connaît pas aujourd'hui les problèmes de conscience de nos voisins d'Outre-Rhin, c'est que nous les avons partiellement connus à l'occasion des conflits coloniaux et de la guerre d'Algérie. C'est alors qu'il y a eu un problème de

conscience et que l'on s'est interrogé sur la légitimité des conflits, comme sur la moralité des moyens qu'on utilisait. C'est probablement alors qu'il a pu y avoir des virtualités de mouvement pacifiste. Mais il a été à ce point défini par la spécificité du conflit de type colonial, et ce type de conflit ayant aujourd'hui perdu toute actualité avec la décolonisation, il a perdu son ressort principal et sa raison d'être.

Mais je pense que les sentiments pacifistes ne disparaissent jamais; il y a des métamorphoses; on les retrouve aujourd'hui dans une interrogation qui est davantage d'inspiration religieuse; le pacifisme a aujourd'hui plus d'écho dans les églises qu'il n'en eut dans l'entre-deux guerres; notamment dans l'Eglise catholique qui a été longtemps plus réservée à son endroit, en partie du fait de traditions théologiques différentes (notamment de la théologie de la guerre juste) et qui a, plus que les Eglises de la Réforme (surtout d'inspiration calviniste), présenté les devoirs envers la patrie comme des impératifs absolus, sans guère mentionner quels pouvaient être les droits de la conscience — les devoirs de l'individu envers la communauté nationale, le service national jusqu'au sacrifice de la vie, etc. étant présentés comme inconditionnels et comme une forme seconde du martyre et du témoignage. Aujourd'hui, l'objection de conscience est davantage acceptée et a maintenant un statut moral à l'intérieur de l'Eglise catholique comme dans les Eglises de la Réforme. C'est un exemple, entre autres, de rapprochement, de convergence. C'est un œcuménisme pratique; sur ce point-là, il n'y a guère de dissonances; on en trouverait plutôt à l'intérieur de chacune des Eglises.

Assurément, il y a une interrogation plus radicale. Il y a toujours eu quelques individus, un certain nombre de pacifistes à l'intérieur du catholicisme; ils étaient très peu nombreux, isolés, suspects (et aux autorités religieuses et à la communauté); mais aujourd'hui, le pacifisme y trouve beaucoup plus d'écho, et même ses interrogations sont reprises collectivement par les autorités pastorales; on le voit dans les prises de position publiques sur des problèmes touchant la guerre (en particulier le commerce des armes, cf. les déclarations conjointes des Eglises le condamnant; il n'y a pas longtemps, il y a eu encore une démarche conjointe des chefs spirituels auprès du chef de l'Etat, posant à François Mitterrand le problème du commerce des armes). Il y a donc là une intervention dans le domaine de la guerre et de la paix, une inspiration pacifiste qui peut aller jusqu'à un certain pacifisme. Il y a aussi le débat entre les Eglises catholiques en Europe. Il y a eu tout récemment une rencontre à Rome des divers représentants de l'Episcopat à propos de la prise de position de l'Episcopat américain contre la stratégie nucléaire.

Si, aujourd'hui, les interrogations les plus vives n'aboutissent pas à un pacifisme inconditionnel, militant et organisé, il y a cependant un vrai problème de l'objection de conscience, de la condamnation du commerce des armes, de l'interrogation sur la stratégie de la dissuasion. Il y a en particulier un élément psychologique dont il faut dire un mot: le rejet spon-

tané, par un nombre croissant de jeunes Français, du service national; c'est un fait relativement nouveau. Avant 1939, il y avait un antimilitarisme assez largement répandu, une critique de l'institution militaire; le pacifisme était plus répandu qu'aujourd'hui, mais il n'y avait pas de rejet de l'obligation du service militaire qui apparaît alors comme une expression de la démocratie. Or, aujourd'hui, le pacifisme est moins militant; l'institution militaire est l'objet de critiques beaucoup moins vives et beaucoup moins virulentes que du temps où «l'Humanité» publiait une chronique quotidienne des «gueules de vaches», jusqu'en 1935, et je ne dirai pas qu'elle paraissait acceptable à tous, mais enfin, elle faisait partie de l'ordre des choses.

L'institution du service militaire est aujourd'hui contestée, non seulement dans son efficacité, mais dans son principe même; il y a là un rejet instinctif de cette obligation qui est ressentie comme inutile, pesante, contraignante, du temps perdu. Il n'est pas impossible que cela vienne du sentiment, de l'illusion que les Français ont aujourd'hui que la guerre ne les concerne plus. Cela ne veut pas dire qu'ils excluent les conflits; mais ils ont le sentiment qu'ils ne sont plus en cause; eux-mêmes ne demandant rien et ayant une défense indépendante, il ne dépend pas d'eux d'y entrer ou de ne pas y entrer. Cette conviction comporte probablement une singulière dose d'illusion, car je vois mal comment, si éclatait un conflit sur l'Elbe, si les forces soviétiques pénétraient en République fédérale (et bien que n'ayant jamais donné au gouvernement fédéral la promesse qu'il souhaitait), nous resterions en dehors de la bataille de l'OTAN; je crois que la petite phrase prononcée par le Président de la République au Bundestag, exprimant le vœu que les forces stationnées en Allemagne voient leur mobilité et leur puissance de feu accrues, implique une espèce d'engagement implicite que les forces françaises seront aux côtés de la Bundeswehr dans la bataille de l'avant. Mais il s'agit ici de comprendre l'état des esprits; le problème de la guerre revêtant, aux yeux des Français, une moindre actualité que précédemment, il n'y a pas de débat passionné parce que les Français ont tiré les enseignements de la lutte contre Hitler.

R. R.